

## La vitalité du marché du travail au Canada pourrait encore surprendre

En dépit d'une croissance économique moins robuste au cours des derniers mois, le marché du travail canadien a surpris les prévisionnistes depuis l'automne dernier avec une progression nettement au-dessus du consensus prévisionnel. Ce *Point de vue économique* fait ressortir que l'actuelle divergence entre la vitalité de la demande intérieure et la détérioration du commerce extérieur engendre deux tendances distinctes au sein du marché du travail canadien. D'une part, les emplois dans la fabrication sont en diminution en raison de la récession observée au sein de ce secteur d'activité. D'autre part, les emplois dans les secteurs des services sont en hausse sous l'incidence de la croissance de la demande intérieure. Comme les perspectives concernant la demande intérieure demeurent relativement bonnes, tout porte à croire que le marché du travail sera, dans l'ensemble, en mesure de poursuivre son ascension malgré le ralentissement important du PIB réel.

### LES RÉSULTATS DE L'EMPLOI ÉTONNENT

Le marché du travail canadien a déjoué le pronostic de la plupart des prévisionnistes au cours des derniers mois alors que la progression de l'emploi s'est avérée dans la plupart des cas supérieure au consensus prévisionnel. La médiane de l'écart entre la prévision du consensus des prévisionnistes sondés par la firme Bloomberg et la création d'emplois réalisée et dévoilée par Statistique Canada s'élève à 34 600 emplois depuis le mois de septembre dernier. Cette sous-estimation de la création d'emplois est importante dans un contexte où le gain mensuel moyen pour l'ensemble de l'année 2007 est de 29 842 emplois, soit un niveau inférieur à l'erreur de prévision.

Le pessimisme des prévisionnistes prend sa source dans la récente détérioration des conditions économiques au Canada. Les effets néfastes de l'appréciation du huard se combinent depuis peu à un ralentissement plus prononcé de l'économie américaine, de sorte que la détérioration du commerce extérieur canadien s'est accentuée. Comme l'économie canadienne est très ouverte et que les échanges commerciaux avec le reste du monde (en particulier les États-Unis) occupent une place importante de la production, la croissance économique a ralenti significativement au cours des derniers mois. Après

avoir augmenté de 3,6 %, en moyenne, lors des neuf premiers mois de 2007, la croissance du PIB réel ne s'est élevée qu'à 0,8 % au dernier trimestre de l'année. Ces difficultés sont encore présentes en ce début de 2008, alors que l'état récessionniste qui touche l'économie américaine pourrait amplifier la détérioration du commerce extérieur canadien. Par conséquent, le ralentissement de la croissance économique au pays se poursuivra vraisemblablement au cours des prochains trimestres.

Or, la relation usuelle indique qu'une diminution de la progression du PIB réel est habituellement accompagnée d'une augmentation moins rapide de l'emploi. D'ailleurs, l'une des conséquences d'un recul du PIB réel ou d'une récession technique<sup>1</sup> est généralement la perte de nombreux emplois et une augmentation du taux de chômage. Dans ce contexte, il n'est donc pas étonnant que plusieurs prévisionnistes prévoient une progression moins rapide de l'emploi depuis quelques mois. Ce pronostic ne se réalise cependant toujours pas et la progression de l'emploi a conservé, en moyenne, un rythme relativement rapide depuis l'automne dernier (graphique 1).

<sup>1</sup> Une récession technique correspond à deux trimestres consécutifs de recul du PIB réel.

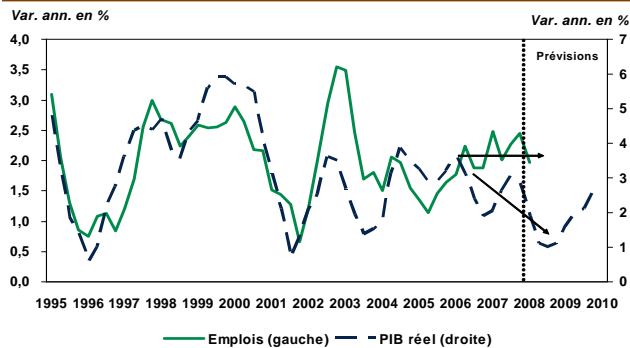
**François Dupuis**  
Vice-président et économiste en chef

**Yves St-Maurice**  
Directeur et économiste en chef adjoint

**Benoit P. Durocher**  
Économiste senior

514-281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 2336  
Courriel : [desjardins.economie@desjardins.com](mailto:desjardins.economie@desjardins.com)

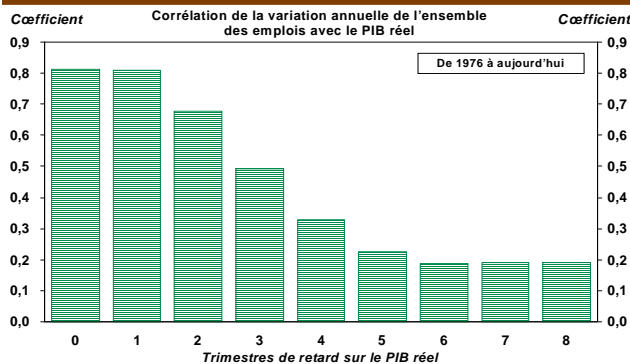
**Graphique 1 – Le ralentissement de la croissance économique n’affecte toujours pas l’emploi**



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

L’emploi est souvent considéré comme un indicateur économique retardé, de sorte que l’on pourrait croire que le ralentissement du marché du travail n’est qu’une question de temps. Mais est-ce vraiment le cas? Comme on peut le constater dans le graphique 2, la corrélation entre la variation annuelle du PIB réel et celle de l’emploi est plus élevée dans les trois premiers mois suivant la progression du PIB réel (soit avec zéro ou un retard). Ces résultats indiquent que les variations du marché du travail n’ont que très peu de décalage par rapport aux fluctuations de la croissance économique. D’ailleurs, l’emploi non agricole est une des composantes de l’indicateur coïncident aux États-Unis, ce qui illustre bien la relation étroite de cette variable avec le cycle économique en temps réel.

**Graphique 2 – L’emploi réagit davantage aux récentes fluctuations économiques**



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

## DEUX TENDANCES DISTINCTES

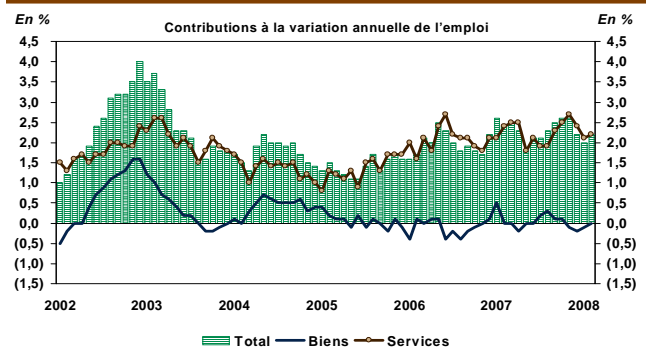
En fait, la divergence présentement observée entre la vitalité du marché du travail et le ralentissement manifeste de la croissance du PIB réel provient probablement de la dualité de plus en plus évidente au sein de l’économie. Certes, la croissance économique est fortement entravée par la détérioration du commerce extérieur, mais la demande intérieure demeure exceptionnellement vigoureuse. Alors que

la baisse du solde commercial a entraîné une diminution de 6,4 % du PIB réel au quatrième trimestre de 2007, la croissance importante de la demande intérieure a engendré une hausse de 6,7 %, soit la contribution la plus importante de cette composante à la croissance économique depuis plus de dix ans.

Évidemment, il serait étonnant que la demande intérieure puisse conserver un rythme aussi effréné. Plusieurs facteurs favorisent néanmoins une croissance soutenue de cette composante au cours des prochains trimestres. Les dépenses de consommation sont vigoureuses, en particulier au sein des biens durables et des services. Il faut dire que la vive appréciation du huard observée depuis 2003 a réduit le prix de nombreux biens importés, ce qui augmente le pouvoir d’achat des Canadiens. De plus, la croissance des salaires se maintient à un niveau supérieur à l’inflation depuis plusieurs mois. Le revenu disponible des Canadiens a aussi bénéficié d’une réduction d’impôt du fédéral et de certaines provinces ainsi que d’une diminution de la taxe fédérale sur les produits et services (TPS). L’investissement non résidentiel des entreprises devrait croître encore rapidement alors que le développement de nouvelles capacités de production dans le secteur des ressources naturelles (dont l’énergie) nécessite des investissements majeurs. Certaines provinces, dont le Québec, ont aussi entrepris un important programme d’investissement dans les infrastructures publiques, qui se prolongera au cours des prochaines années.

Cette divergence entre la demande intérieure et le commerce extérieur a des répercussions importantes au sein du marché du travail. En effet, presque la totalité de la croissance de l’emploi des derniers mois est attribuable aux secteurs des services (graphique 3), tandis que l’emploi dans les secteurs des biens n’a pratiquement pas fluctué. Cette anémie de l’emploi dans la production de biens s’explique essentiellement par les difficultés du secteur de la fabrication. Celui-ci est grandement affecté par la perte de compétitivité découlant

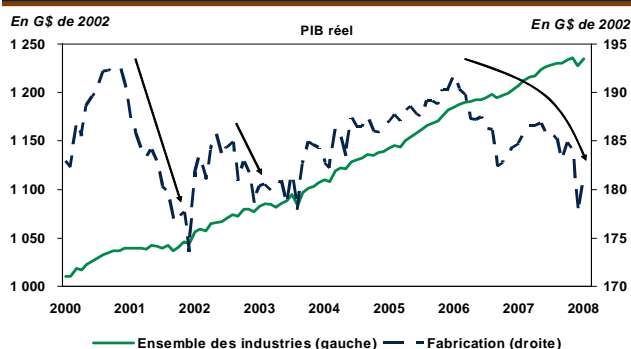
**Graphique 3 – Deux tendances distinctes au sein du marché du travail**



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

de la vive appréciation du huard ainsi que de la concurrence accrue des pays asiatiques et, plus récemment, par le ralentissement de la demande américaine. Selon le PIB réel par industrie, le secteur de la fabrication canadien serait d'ailleurs en récession et sa production est à la baisse depuis le début de 2006 (graphique 4). Les pertes subies dans la fabrication sont cependant presque entièrement contrebalancées par des gains du côté des autres secteurs des biens, soit la construction, les services publics ainsi que les mines et l'énergie. Au bout du compte, l'ensemble des secteurs des biens a donc très peu contribué à la progression de l'emploi total.

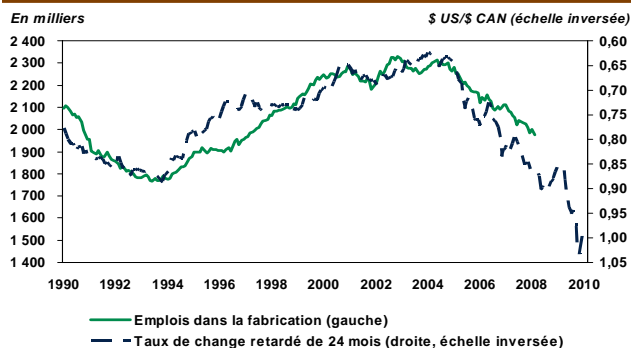
**Graphique 4 – Le secteur de la fabrication est en récession**



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

La relation étroite entre les difficultés de l'emploi au sein de la fabrication et l'appréciation du huard est très apparente dans le graphique 5. En fait, on constate que l'évolution actuelle de l'emploi dans la fabrication dépend des fluctuations du dollar canadien 24 mois plus tôt. Ainsi, l'appréciation du huard survenue au cours des deux dernières années signifie que le secteur de la fabrication subira vraisemblablement de nouvelles pertes d'emplois d'ici 2010.

**Graphique 5 – D'autres pertes d'emplois sont à prévoir dans la fabrication**



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

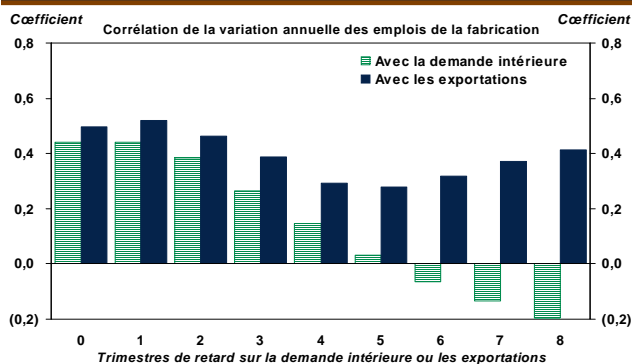
La question est maintenant de savoir si le marché du travail canadien sera encore en mesure, au cours des prochains mois,

de résister à une telle détérioration de l'emploi au sein de la fabrication. Pour y répondre, il est visiblement important de différencier les secteurs des services de ceux des biens dans l'analyse de l'emploi au pays.

**LES EMPLOIS DANS LA FABRICATION SONT PLUS LIÉS AUX EXPORTATIONS QUE CEUX DES SERVICES**

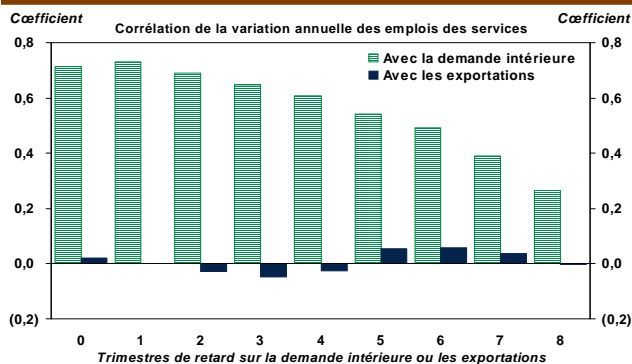
Comme on peut le constater dans les graphiques 6 à 9, la réaction de l'emploi aux fluctuations de la demande intérieure et aux variations des exportations de biens et de services est

**Graphique 6 – L'emploi dans la fabrication dépend de la demande intérieure et des exportations**



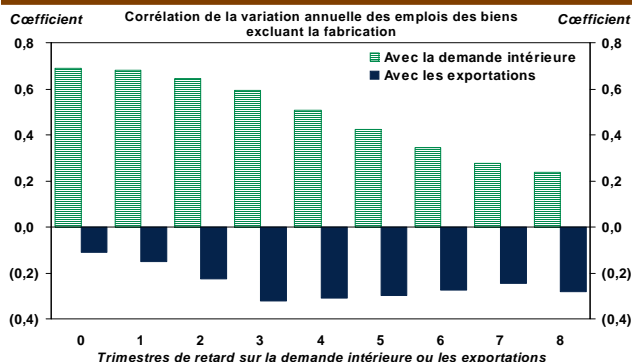
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

**Graphique 7 – L'emploi des services est presque uniquement lié aux fluctuations de la demande intérieure**



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

**Graphique 8 – L'emploi des autres secteurs de biens dépend davantage de la demande intérieure**



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

passablement différente selon les secteurs industriels. Sans surprise, la corrélation de la variation annuelle de l'emploi au sein de la fabrication avec la demande intérieure est presque la même à court terme qu'avec les exportations. Cela s'explique par le fait que près de la moitié de la production du secteur de la fabrication est exportée, tandis que l'autre moitié est vendue sur les marchés intérieurs.

La corrélation de la plupart des autres secteurs aux fluctuations des exportations est toutefois beaucoup moins élevée. Ainsi, la dépendance de l'ensemble des emplois des secteurs des services aux soubresauts des exportations est presque nulle. Cela tranche avec la corrélation des emplois des services et de la demande intérieure, qui est très élevée. Visiblement, les emplois des services dépendent presque exclusivement des fluctuations de la demande intérieure et ne sont pratiquement pas influencés par les exportations. Il faut dire que les services ne représentaient qu'environ 15 % de l'ensemble des exportations canadiennes en 2007, d'où la moins grande sensibilité de ces secteurs d'activité au commerce extérieur. La crainte d'un éventuel effet de contagion des difficultés des exportations de biens à l'emploi au sein des services semble également écartée, comme on peut le constater par la faible corrélation même avec plusieurs périodes de retard. Enfin, les emplois des secteurs des biens autres que la fabrication dépendent aussi davantage des fluctuations de la demande intérieure, et une légère corrélation négative est même observée avec les exportations.

Outre la fabrication, l'analyse détaillée des différents secteurs d'activité démontre que trois autres secteurs des services sont particulièrement à risque compte tenu de leur plus grande dépendance aux exportations (graphique 9). L'industrie du transport et de l'entreposage est très exposée en raison des fluctuations du volume de marchandises expédiées dans les autres pays. Les secteurs de la gestion et des services professionnels et techniques sont également à risque alors qu'une proportion significative de leurs services est destinée

à l'étranger. Par contre, de ces quatre secteurs, seul celui de la fabrication est réellement aux prises avec une tendance à la baisse.

**LES PERSPECTIVES DEMEURENT BONNES...  
SURTOUT DANS LES SERVICES**

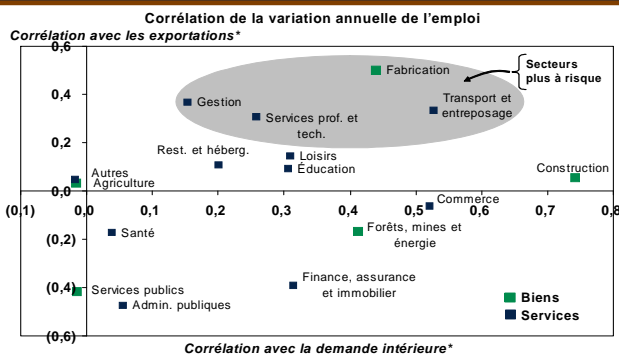
Comme on peut le constater dans le tableau 1, la proportion de la fabrication dans l'ensemble du marché du travail canadien n'était que de 12,1 % en 2007. À l'opposé, les secteurs des services comportaient près de 76 % de tous les emplois. Or, en prenant comme hypothèse que la demande intérieure conservera son dynamisme au cours des prochains trimestres, il est probable que d'autres gains substantiels de l'emploi seront encore observés au sein des services. Certes, les difficultés des exportations accentueront les pertes au sein de la fabrication. Nous sommes même d'avis que près de 350 000 emplois additionnels pourraient être perdus d'ici les deux prochaines années, soit une moyenne de 175 000 postes par année. Mais les gains dans les autres secteurs devraient amplement contrebalancer cette diminution. Rappelons que les pertes au sein de la fabrication totalisent à ce jour 354 400 postes depuis 2003. Par contre, les secteurs des services ont bénéficié pendant ce temps de la création de 1 505 200 emplois, soit un gain annuel moyen d'environ 286 700 postes.

Au bout du compte, non seulement les emplois créés dans certains secteurs des biens, comme les mines, l'énergie et la construction devraient continuer à contrebalancer en grande partie les pertes encourues au sein de la fabrication, mais les emplois dans les services devraient poursuivre leur ascension à un rythme relativement rapide.

Il faut donc s'attendre à ce que le marché du travail canadien continue sa progression au cours des prochains trimestres, même si la croissance économique sera vraisemblablement presque nulle en première moitié de 2008. Cela favorisera le maintien d'un taux de chômage relativement bas d'un point de vue historique et d'une progression soutenue des salaires. Ce cercle vertueux alimentera à son tour la demande intérieure qui, comme on vient de le constater, permettra aux emplois des services de poursuivre leur ascension.

En fin de compte, cette année pourrait se solder par la création d'environ 300 000 emplois de décembre 2007 à décembre 2008, soit une hausse moyenne annuelle de 2,0 % (contre 2,3 % en 2007). Pour l'an prochain, près de 330 000 emplois pourraient être ajoutés alors que les difficultés du secteur de la fabrication seront vraisemblablement moins importantes avec la reprise de l'économie américaine. Ainsi, le niveau moyen du taux de chômage devrait avoisiner 5,9 % en 2008 et 5,7 % en 2009. Il s'agirait des plus bas taux de chômage annuel depuis 1974. Bref, un constat somme toute très positif

**Graphique 9 – Dépendance de l'emploi des secteurs à la demande intérieure et aux exportations de biens et de services**



\* Sans variables retardées.  
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

**Tableau 1**  
**Évolution du marché du travail canadien**

	Importance relative en 2007 (en %)	Création d'emplois*			
		De 2003 à mars 2008 (en k)	En 2007 (en k)	En 2007 (en %)	3 premiers mois de 2008** (en %)
<b>Secteurs des biens</b>	<b>23,7</b>	<b>55,8</b>	<b>-42,7</b>	<b>-1,1</b>	<b>4,0</b>
. Agriculture	2,0	-8,9	-15,2	-4,4	12,9
. Forêts, mines et énergie	2,0	70,0	12,0	3,5	-16,0
. Services publics	0,8	21,4	16,2	13,0	31,9
. Construction	6,7	327,7	73,9	6,8	18,3
. Fabrication	12,1	-354,4	-129,6	-6,1	-3,1
<b>Secteurs des services</b>	<b>76,3</b>	<b>1 505,2</b>	<b>400,8</b>	<b>3,2</b>	<b>2,0</b>
. Commerce	15,9	255,4	63,8	2,4	-1,4
. Transport et entreposage	4,9	84,9	39,8	4,9	4,7
. Finance, assurance et immobilier	6,3	175,2	-0,4	-0,0	3,8
. Services professionnels et techniques	6,7	191,2	57,2	5,2	16,5
. Gestion	4,2	115,3	-8,2	-1,1	5,1
. Éducation	7,0	170,4	20,9	1,8	-1,8
. Santé	10,9	226,2	45,0	2,5	2,7
. Loisirs	4,6	59,7	65,2	8,9	-18,5
. Restauration et hébergement	6,3	52,7	8,6	0,8	1,6
. Autres	4,3	43,0	30,6	4,3	3,2
. Admin. publiques	5,1	131,2	78,3	9,5	10,6

\* De décembre à décembre; \*\* À rythme annualisé.

Source : Desjardins, Études économiques

pour une économie dont la croissance sera presque nulle au cours des prochains mois.

Cette dynamique est fort différente de la situation du marché du travail américain, où une perte de 232 000 emplois est observée depuis le début de l'année. Certes, le secteur de la fabrication connaît aussi des difficultés au sud de la frontière, mais les problèmes y semblent plus profonds. De nombreux autres secteurs d'activité affichent un recul significatif de l'emploi, dont la construction, les services financiers et le commerce. Même si la baisse de l'emploi aux États-Unis ne totalise que 0,17 % depuis son sommet de décembre dernier, la tendance à la baisse qui caractérise habituellement une récession semble bel et bien enclenchée.

#### IMPLICATIONS POUR UNE FUTURE RÉFLEXION

La poursuite de la progression de l'emploi au Canada dans un contexte de ralentissement significatif de la production aura des conséquences importantes sur la productivité des travailleurs. L'impact sera évidemment différent selon les secteurs d'activité mais, de façon générale, nous sommes d'avis que la progression de la productivité de l'économie canadienne décélérera, voire diminuera au cours des prochains trimestres. Nous analyserons cependant cette problématique plus en profondeur lors d'un prochain *Point de vue économique*.

**Benoit P. Durocher**  
Économiste senior